

Détection d'un niveau de radioactivité anormalement élevé à Nancy le dimanche 18 juin 2006 : le Réseau "Sortir du nucléaire" vous livre toutes les informations en sa possession

vendredi 23 juin 2006, par [Sortir du nucléaire](#) (Date de rédaction antérieure : 22 juin 2006).

Sommaire

- [Radioactivité : le doute \(...\)](#)
- [Alerte aussi à Fresnes-en-Woëv](#)
- [Et soudain, la peur](#)
- [Une rumeur provoque une \(...\)](#)
- [Juste un exercice](#)
- [« Aucune hypothèse écartée »](#)
- [Pic de radioactivité dans \(...\)](#)
- [Avis préliminaire de la \(...\)](#)
- [Communiqué de presse des \(...\)](#)

Informations remises à jour quotidiennement sur : <http://www.sortirdunucleaire.fr>

Radioactivité : le doute persiste

L'Est Républicain - 21 juin 2006

Le pic de radioactivité relevé à Nancy dimanche est toujours inexpliqué. L'alerte n'a été prise en compte que 24 h après l'observation ! Faute de moyens...

NANCY. - Dimanche, entre 8 h 08 et 11 h 34, le niveau de radioactivité est passé de 0,15 microGray par heure à 0,53. La brièveté du phénomène exclut tout danger pour la santé de la population. Aucune « prolongation » n'a été constatée, ni sur Nancy, ni sur les départements limitrophes, malgré la psychose messine. Le pic a donc bien été totalement ponctuel. Il reste inexpliqué. Mais il soulève quelques questions, notamment sur la rapidité de l'alerte. En effet, l'Association lorraine pour la qualité de l'air (ALQA) n'a repéré cette hausse de radioactivité que lundi matin à l'ouverture de ses bureaux. La préfecture de Meurthe-et-Moselle n'a été informée qu'aux environs de midi ! Le dépassement du seuil normal de radioactivité n'est pas lié à un nuage sinon il aurait été présent sur un autre capteur. L'ALQA en possède 12 sur la Lorraine mais un seul en Meurthe-et-Moselle. Quatre sont installés autour de la centrale de Cattenom. « C'est justement avec Cattenom que nous sommes en interconnexion le week-end », explique Michel Marquez, chef de projet de l'ALQA. « Nous n'avons pas de permanence à l'association le samedi ni le dimanche, nous ne sommes que

trois salariés. Ce sont les services de la centrale nucléaire qui reçoivent les mesures durant cette période. Mais si la situation est normale chez eux, ils ne dépouillent pas les chiffres qui arrivent d'autres secteurs... »

L'ALQA est la seule association française de surveillance à disposer d'une telle interconnexion. Cependant, le principe n'est pas totalement rassurant. « Il n'y a pas de PPI (plan particulier d'intervention) en dehors de Cattenom. Pour la radioactivité s'entend, car il y en a évidemment pour les risques industriels et chimiques. »

L'Association lorraine pour la qualité de l'air a été mise en place il y a douze ans. Elle est une émanation du conseil régional. La fameuse loi sur l'air n'a pas intégré la radioactivité. Il n'y a donc pas d'aides financières pour effectuer les mesures. D'où le système très allégé du week-end. Que se serait-il passé si l'alerte avait été plus conséquente, si le taux de radioactivité avait été dangereux pour la santé ? « Il n'y a pas d'autre système d'alerte que celui que j'ai expliqué », finit par admettre Michel Marquez. « Donc même si la situation avait été grave, il n'y aurait sans doute pas eu de mise en garde plus tôt... »

L'ALQA n'est pourtant pas la seule structure à surveiller la radioactivité. L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, service dépendant des ministères de la Santé, de l'Industrie et de la Défense, précise qu'il n'a rien remarqué dimanche matin. Ce qui n'est pas très étonnant car il ne dispose pas de capteur à Nancy ! « Ses moyens sont concentrés près des centrales nucléaires, des préfectures régionales, des aéroports et dans quelques sites d'altitude », souligne Michel Marquez. Cet organisme, tout ce qu'il y a d'officiel est le descendant, après plusieurs étapes, du fameux « Service central de protection contre les rayonnements ionisants » du professeur Pellerin qui avait garanti l'absence de risque sur le territoire français après Tchernobyl !

Jean-Charles VERGUET

Alerte aussi à Fresnes-en-Woëvre

L'Est Républicain - 21 juin 2006

BAR-LE-DUC. - Hier, à 12 h 10, les enseignants du collège de Fresnes-en-Woëvre (Meuse) ont été avertis qu'un nuage radioactif venant de la centrale nucléaire de Cattenom était sur le point de passer au-dessus de la commune et que de toute évidence, il était prudent de confiner les élèves à l'intérieur des salles de classe. Cette nouvelle leur était venue par l'intermédiaire de leurs collègues du primaire qui eux la tenait d'un parent d'élève travaillant en Moselle ayant entendu parler de ce nuage. Il est vrai que dans ce département, plusieurs alertes identiques avaient été déjà déclenchées. Après avoir mis les 340 élèves encore présents à l'abri, à l'intérieur des salles de classe ou encore dans les locaux abritant la cantine, calfeutrant toutes les issues, les enseignants du collège Louis-Pergaud ont pris contact avec les services de gendarmerie qui eux-mêmes se sont renseignés auprès des préfectures de Meuse et de Moselle. Il s'avère qu'en fait, il ne s'agissait que d'un canular lancé depuis la Moselle. Cette fausse alerte qui a été levée une demi-heure plus tard, a pu servir d'exercice, mais a néanmoins pu traumatiser les élèves comme les enseignants.

Et soudain, la peur...

L'Est Républicain - 21 juin 2006

A Metz, Cattenom, mais aussi au-delà des frontières voisines, la peur s'est répandue comme une

traînée de poudre. Retour sur un début de psychose incontrôlé.

METZ. - A quelques centaines de mètres à peine à vol d'oiseau, des tours réfrigérantes de la centrale nucléaire, les fenêtres du secrétariat de mairie de Cattenom, sont restées ouvertes, toute la matinée d'hier. Drôle d'ambiance. « Les gens ont peur », affirme l'employée. « Tchernobyl revient dans toutes les discussions. On a été assailli d'appels. La peur est perceptible dans toutes les voix ».

De Metz, de Thionville, du Luxembourg, d'Allemagne ou de Belgique, l'inquiétude a fait son nid dans l'incertitude d'une rumeur folle. Une angoisse surmontée d'une volonté de maintenir le quotidien. « Je n'ai rien entendu », assure ainsi le patron de la pizzeria « La Belle Epoque ». Les clients n'en ont jamais parlé. Ils doivent être discrets ». Même à la pharmacie Auloge, non loin de l'église, on ne s'est « rendu compte de rien », sourit une employée. « La tension a seulement commencé à monter après avoir entendu les informations entre midi et deux ». D'ailleurs, si à la même heure une vague de panique avait commencé à se répandre à travers les vallées de l'Orne, de la Fensch, et dans l'est mosellan, les parents sont venus chercher leurs enfants à l'école primaire Georges-Pompidou de Cattenom sans exprimer la moindre inquiétude. « Ce n'est qu'en début d'après-midi qu'on en a entendu plaisanter », rapporte M^{me} Gaillard, la directrice.

« Un cas d'école »

Contraste saisissant : un décor de routine au pied des tours, mais une psychose naissante à Metz, quarante kilomètres au sud. Avec des dizaines d'écoles refermées sur elles-mêmes, des parents d'élèves inquiets, des rues du centre-ville anormalement calmes.

A travers les magasins, les rumeurs les plus diverses se propageaient sans le moindre frein : un nuage de radioactivité « arrivant de Nancy », un camion rempli de déchets accidenté près de Thionville, pour finir par des exercices effectués à l'hôpital militaire Legouest (lire par ailleurs). Sans oublier cette information selon laquelle un individu se serait présenté aux portes des écoles demandant aux enseignants de confiner les enfants dans les classes !

Les standards téléphoniques des pompiers, de la préfecture et des mairies seront vite submergés. Ce n'est qu'après l'accumulation de communiqués rassurants, repris sur les ondes, que la vie reprendra son cours. Ce n'était apparemment qu'une rumeur et une journée particulière, fruit d'une « addition d'initiatives individuelles de gens de bonne foi », dira un peu plus tard le préfet de région Pierre-René Lemas, parlant, au sujet de sa diffusion, d'un « cas d'école ».

Antoine PETRY

Une rumeur provoque une psychose en Moselle

L'Est Républicain - 21 juin 2006

Une fausse alerte à la radioactivité a semé la panique à Metz et bien au-delà.

METZ. Les directions de plusieurs dizaines d'écoles de Metz et du département de la Moselle ont pris hier matin des mesures de confinement des élèves à la suite d'une fausse alerte à la radioactivité.

« Tout laisse à penser que la rumeur prend sa source d'un exercice militaire actuellement en cours à l'hôpital militaire Legouest à Metz portant sur une contamination radioactive », a indiqué le préfet de région Pierre-René Lemas, qui a demandé l'ouverture d'une enquête administrative pour

déterminer avec précision l'origine de la rumeur et son processus de propagation.

Des inquiétudes concernant cet exercice se seraient, semble-t-il, combinées avec des informations sur un taux de radioactivité anormalement élevé, mais inoffensif, relevé dimanche dernier à Nancy. Ce taux élevé de radioactivité serait d'origine naturelle, sans doute due à du radon, suite à un orage, a ajouté le préfet. De son côté, le réseau « Sortir du nucléaire », qui regroupe plus de 700 associations, affirme que « le nuage radioactif qui a touché dimanche la ville de Nancy pourrait provenir d'un accident sur un transport de matières nucléaires entre Metz et Thionville, et peut-être en direction (ou en provenance) de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle) ». « Si l'accident de transport est confirmé, il est évident qu'il est connu des autorités qui, une nouvelle fois, auraient oublié d'avertir la population », ajoute le mouvement antinucléaire, qui ne précise pas la source de ses informations.

Selon le préfet de région, « il s'agit d'un cas d'école de diffusion de la rumeur », résultat de « l'addition d'initiatives individuelles de gens de bonne foi », plus probablement qu'un acte de malveillance ou un canular.

Ecoliers confinés

Une personne se présentant comme travaillant à l'hôpital militaire Legouest a téléphoné à plusieurs écoles de Metz en affirmant qu'à la suite de forts niveaux de radioactivité, il fallait prendre des mesures de confinement des élèves, a indiqué le directeur de cabinet du rectorat. « C'est d'une irresponsabilité absolue », a dénoncé M. Vergès en rapportant que la rumeur s'est répandue très vite. « Des cas d'écoles ayant fermé ainsi leurs portes ont été rapportés jusqu'à Saint-Avold, à une cinquantaine de kilomètres de Metz », a-t-il indiqué.

Un père de famille de Metz a indiqué que la directrice de l'établissement de son enfant avait refoulé les parents d'élèves venus chercher leurs enfants pour la pause de midi, les élèves restant confinés dans l'école.

« Il est trop tôt pour savoir s'il s'agit d'une maladresse, d'une malveillance ou d'un canular », a indiqué le directeur de cabinet du rectorat.

Les rumeurs les plus folles se sont propagées dans les rues à Metz mais aussi bien au-delà. Les standards téléphoniques des pompiers, de la préfecture, de la centrale de Cattenom et des mairies ont été submergés par des appels d'habitants inquiets. Ce n'est qu'après l'accumulation de communiqués rassurants repris sur les ondes que le calme est peu à peu revenu.

Juste un exercice...

L'Est Républicain - 21 juin 2006

Un exercice de l'hôpital militaire Legouest de Metz sur un événement nucléaire a suffi à déclencher un vent de panique.

METZ. - « Il n'y a pas eu de taux de radioactivité sur la Lorraine qui soit différent de la normale. » Rassurant, le Préfet de la Lorraine Pierre-René Lemas a surtout voulu dès hier après-midi mettre définitivement un terme à « cette rumeur infondée » selon laquelle un nuage radiactif survolait la Lorraine. « Il y a eu une addition de contextes et d'une source », a-t-il affirmé.

Le scénario retenu hier semblait, en effet, le suivant : des personnels de l'hôpital Legouest

entendent le matin même un flash sur France Info les informant d'un pic de radioactivité sur Nancy. En milieu de matinée, ils voient défiler sur l'écran de leur ordinateur à l'hôpital, une information leur demandant de « fermer les fenêtres ».

L'amalgame a lieu. Ces personnes, qu'il reste à identifier, appellent de toute urgence les écoles du Département pour recommander le confinement des enfants... alors qu'il s'agit d'un simple exercice « en situation » sur les chaînes de décontamination.

« Nous sommes missionnés pour mesurer la radioactivité sur des personnes qui auraient été contaminées », explique le médecin-général Claude Pierre. « Une information avait été diffusée en interne auprès des 850 salariés de l'hôpital pour prévenir de cet exercice mais vous savez comment l'information circule... »

Ecartant totalement l'hypothèse d'un acte de malveillance, le Préfet privilégiait hier « un acte émanant de personnels de bonne foi qui sont aussi des parents ». « Cette expérience grandeur nature m'a confirmé la nécessité d'avoir un exercice d'alerte et de gestion de la communication à la centrale de Cattenom avant la fin de l'année », a-t-il reconnu ; un incident à la Centrale ayant été, à tort, maintes fois évoqué hier. Une enquête administrative sur les sources de la rumeur a été engagée.

Gaël CALVEZ

« Aucune hypothèse écartée »

L'Est Républicain - 21 juin 2006

NANCY. - La réglementation européenne en matière de radioactivité place la norme à un « milliSievert » par an. Le Sievert est une unité de mesure du rayonnement absorbé par un organisme vivant. Ramené à une heure, c'est-à-dire en divisant par 365 puis par 24, on arrive à un maximum de 0,114.

« Il s'agit là d'un chiffre concernant la radioactivité artificielle », précise Michel Marquez. « C'est-à-dire celle qui viendrait s'ajouter à la radioactivité naturelle. Nous sommes en permanence exposés à une radioactivité naturelle dont le taux est lié à la composition du sous-sol, voire à l'altitude. A Nancy, le taux habituel est de 0,15 microGray par heure. Il est de 0,09 à Stenay dans la Meuse et de 0,16 à Plainfaing dans les Vosges. En Inde, la barre est fréquemment à 0,90. »

L'enquête sur l'origine du pic n'en est qu'à ses balbutiements. « Nos agents ne se sont pas encore rendus sur place pour récupérer les données », explique Jérôme Goellner, le Directeur régional de la recherche, de l'industrie et de l'environnement. « Il faudra voir ce qu'il y a autour du capteur de la fac de Sciences et aussi en dessous, dans les labos. Il existe des portiques de détection, dans les usines d'incinération ou chez les ferrailleurs, qui pourront également nous donner des indications. Ces augmentations de radioactivité sont liées souvent à des phénomènes météo. Les soudures industrielles, les produits à usage médical, d'autres utilisés en biologie moléculaire, peuvent aussi générer des fluctuations. Nous n'écartons aucune hypothèse. Même celle d'un éventuel acte de malveillance. »

J. -C. V.

Pic de radioactivité dans l'Est de la France. Transports nucléaires et secret défense : le risque nucléaire en question

Communiqué de presse du Réseau Sortir du nucléaire du 20 juin 2006

<http://www.sortirdunucleaire.fr>

Suite à l'élévation de la radioactivité dans l'Est de la France, le Réseau « Sortir du nucléaire » rappelle que la France est en permanence traversée par des transports de matières nucléaires par train et par camion qui, tout comme les centrales nucléaires, font courir un risque majeur à l'ensemble de la population.

Ainsi, le 5 octobre 2004, un accident a eu lieu dans le Loiret entre un camion d'uranium enrichi - allant de Lingen (Allemagne) à la centrale nucléaire du Blayais (Gironde) - et un autre camion qui, heureusement, ne transportait que des téléphones. Le camion d'uranium avait été rapidement caché par les autorités dans la centrale nucléaire de Saint-Laurent (Loir-et-Cher), voisine du lieu de l'accident.

Par ailleurs, le Réseau « Sortir du nucléaire » rappelle que :

- la majorité des informations concernant le nucléaire en France sont classées « secret défense », les citoyens devant se contenter de ce que veulent bien leur dire les autorités, c'est-à-dire rien la plupart du temps.
- 20 ans après Tchernobyl, les responsables politiques du mensonge d'Etat n'ont toujours pas été inquiétés. Comment croire que le mensonge ne serait pas à nouveau de mise aujourd'hui en cas d'accident ?
- l'affaire de cette semaine dans l'Est montre que, en cas d'accident nucléaire, de nombreux parents vont chercher leurs enfants à l'école, ce qui est bien humain, mais qui remet en cause toutes les prévisions des « spécialistes »...

Il est clair qu'en cas d'accident nucléaire, rien ne se passera comme prévu. Comment - et où ? - évacuer des centaines de milliers de personnes ? Par ailleurs, les pastilles d'iode constituent une protection dérisoire qui ne sauvera personne dans la zone la plus touchée.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » estime :

- qu'il ne faut pas attendre qu'une catastrophe nucléaire se produise pour interdire les transports de matières radioactives et fermer les installations nucléaires
- que, a fortiori, il ne faut pas construire de nouveaux réacteurs nucléaires comme l'EPR et ITER prévus respectivement à Flamanville (Manche) et Cadarache (Bouches-du-Rhône)

Le Réseau « Sortir du nucléaire » exige de la part des autorités que toute la lumière soit immédiatement faite sur l'affaire du pic de radioactivité dans l'Est : il n'est pas possible que la radioactivité soit apparue « spontanément », il y a forcément une source, une cause.

Avis préliminaire de la CRIIRAD

(Commission de la recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité)

<http://www.criirad.com/>

1/ Détection d'un niveau de radioactivité anormalement élevé à Nancy par l'ALQA le Dimanche 18 juin 2006

2/ Alerte à Metz ce 20 juin

Les faits

La CRIIRAD a été informée ce jour à 10h30, par une journaliste d'Europe 1, qu'une des balises de contrôle de la radioactivité atmosphérique que gère l'ALQA (Association Lorraine pour la Qualité de l'Air) avait détecté un niveau de rayonnement gamma anormalement élevé au niveau du capteur situé à Nancy sur le toit de la Faculté des Sciences Nancy 2, laboratoire de physique des milieux ionisés. Le niveau de rayonnement gamma maximal enregistré dimanche 18 juin au matin aurait été d'environ 4 fois le niveau naturel enregistré habituellement par le capteur.

La CRIIRAD a joint aussitôt l'ALQA pour obtenir des précisions techniques. En l'attente de ces précisions il est possible de faire quelques remarques préliminaires à partir des informations disponibles sur le site de l'ALQA : www.atmolor.org <<http://www.atmolor.org>> .

Les graphiques établis par l'ALQA indiquent la présence, le dimanche 18 juin 2006, d'un premier pic à 0,29 $\mu\text{Gy/h}$ à 11 heures et de 0,18 $\mu\text{Gy/h}$ à 14 heures. (pour un niveau normal typique de 0,15 $\mu\text{Gy/h}$). Les niveaux sont redevenus normaux depuis.

Il manque cependant sur le site de l'ALQA un certain nombre d'informations scientifiques qui permettraient de déterminer l'origine de l'anomalie (position du détecteur gamma par rapport au sol, pas de temps entre chaque mesure gamma, caractéristiques des prélèvements sur filtre, résultats des mesures alpha-beta sur l'air ambiant, suivi des niveaux de radon, comptage différé des filtres à aérosol, etc.).

En l'état des données disponibles, on en est réduit à émettre un certain nombre d'hypothèses

Remarques préliminaires de la CRIIRAD / causes possibles de l'anomalie

L'augmentation du niveau de rayonnement gamma ambiant pourrait :

1. provenir d'une contamination de l'air ambiant (présence de particules radioactives). L'ALQA dispose à Nancy d'une balise de contrôle de la radioactivité alpha et bêta des poussières atmosphériques. Ces résultats ne sont pas disponibles sur son site. Sur les balises de contrôle que gère la CRIIRAD, cette information est disponible en temps réel, mais les caractéristiques techniques des balises gérées par l'ALQA ne sont pas précisées. Par ailleurs, le site de l'ALQA ne donne aucune indication sur d'éventuelles analyses par spectrométrie gamma des filtres. Conduites en urgence, elles auraient permis de déterminer si l'excès de rayonnement gamma enregistré par le capteur était ou non lié à la présence de radionucléides émetteur gamma dans l'air ambiant.

Nota : Le réseau de balises que gère la CRIIRAD dans la Drôme au niveau des villes de Romans, Montélimar et Valence et dans le Vaucluse à Avignon, n'a détecté aucune présence de particules radioactives d'origine artificielle ce dimanche 18 juin 2006 (cf. site <http://balisescriirad.free.fr>).

2. être liée à un dysfonctionnement du capteur. Dans le passé l'ALQA a déjà enregistré des niveaux plus élevés, par exemple, 0,25 $\mu\text{Gy/h}$, le 5 septembre 2005 à Plainfaing. L'ALQA attribuait ces anomalies ponctuelles (moins de 3 heures) à des « orages violents ». Le site de l'ALQA ne précise pas si ce dimanche 18 juin 2006, la situation était orageuse à Nancy.

3. être due au passage d'un objet irradiant à proximité du capteur. Il faut savoir en effet qu'un

certain nombre de sources radioactives circulent dans notre environnement.

Par exemple :

- Certains patients ayant subi un traitement du cancer de la thyroïde par IRA Thérapie sont autorisés à sortir de chambre plombée alors que le niveau de rayonnement gamma qu'ils émettent est très élevé (25 $\mu\text{Gy/h}$ à 1 mètre du patient). Le passage d'un patient à proximité du capteur ce dimanche matin pourrait induire les augmentations enregistrées.
- La réglementation sur le transport de matières radioactives autorise des débit de dose très élevés au voisinage des véhicules (100 $\mu\text{Gy/h}$ à 2 mètres). Le passage d'un véhicule à proximité du bâtiment où est situé le capteur aurait pu expliquer cette anomalie.

Interrogations sur l'impact sanitaire

Au niveau du capteur, la dose ajoutée au bruit de fond habituel et cumulée sur la durée de l'anomalie (moins de 4 heures) est de l'ordre de 2 microgray (μGy). Rappelons qu'au sens de la Directive Euratom de mai 96 qui sert de base à la réglementation française, le seuil du risque négligeable est de 10 μGy par an.

Si ces valeurs sont dues à un dysfonctionnement technique, il n'y a eu aucune exposition réelle et le risque est donc nul.

Si l'augmentation du débit de rayonnement gamma est effective, on ne pourra évaluer précisément les risques qu'une fois déterminée l'origine de cette augmentation. S'il s'agit du passage d'une source radioactive irradiante (objet ou personne) à proximité du détecteur, il faudra rechercher les expositions en amont et en aval, sur tout le parcours de la source, et non pas seulement dans le secteur de la balise : s'il s'agit d'un patient ayant subi un traitement médical comportant l'administration de substances radioactives, il faudra rechercher la date de l'administration, la date de sortie, les itinéraires... les personnes les plus exposées font généralement partie de l'entourage familial ; s'il s'agit d'un transport de matières radioactives dans le bâtiment ou à proximité, il faudra vérifier le trajet, les conditions de transport et de manutention, l'information et la formation du conducteur, etc.).

Les doses de rayonnement reçues par un personne dépendent du temps d'exposition, de la distance à la source, de la présence éventuelle d'écrans susceptibles d'atténuer le flux de rayonnement. L'activité de la source décroît dans le temps, à des rythmes très variables selon les radionucléides (division par 2 tous les 8 jours pour l'iode 131 par exemple).

Situation d'alerte à Metz

Ce matin, une procédure d'alerte a été lancée par l'hôpital militaire de Metz dans les conditions suivantes[1] <#_ftn1> . Un message diffusé sur France Info ce matin alertait l'hôpital sur la présence d'une radioactivité anormalement élevée en Lorraine. La direction de l'hôpital décidait de profiter de la réalisation ce jour d'un exercice de gestion de crise NBC (Nucléaire Bactériologique Chimique) pour réaliser quelques mesures de radioactivité au moyen de 2 contaminamètres X de type MIP 10. Le niveau enregistré habituellement par ces appareils était de 2 c/s (coups par seconde) alors que les valeurs enregistrées ce matin du 20 juin à l'extérieur de l'hôpital était de 4 à 5 c/s. Par précaution, la direction décidait de recommander à son personnel de fermer les fenêtres de l'Etablissement, le temps que la situation soit analysée. Les mesures réalisées au moyen des mêmes appareils 1 heure et demie après auraient donné des résultats normaux. Par ailleurs une mission de contrôle radiométrique effectuée par les pompiers de Metz ce matin aurait confirmé l'absence de contamination.

Il convient de souligner par ailleurs que les capteurs qui enregistrent le niveau de rayonnement gamma ambiant au niveau de la centrale nucléaire de Cattenom (réseau Téléray géré par l'IRSN) n'ont pas enregistré d'anomalie (les niveaux de rayonnement 128 nGy/H en moyenne et 135 nGy/h ce jour à Cattenom, réseau Téléray

Rédacteurs : Bruno Chareyron et Julien SYREN / Laboratoire CRIIRAD

[1] Conversation téléphonique du 20 juin 2006 avant 14 heures entre le directeur de l'Hôpital, monsieur Pierre, et M Chareyron, ingénieur en physique nucléaire, responsable du laboratoire de la CRIIRAD.

Communiqué de presse des Amis de la Terre

Metz, le 20 juin 2006

Panique Radioactive sur la Lorraine

Suite à une élévation significative de la radioactivité sur la Lorraine, une folle rumeur d'accident nucléaire à la centrale nucléaire Cattenom a provoqué un affolement et une panique générale sur les agglomérations de Metz et de Nancy. Ces faits ont démontré l'inquiétude des populations face une industrie considérée comme dangereuse et la crainte d'une désinformation comme celle que nous avons connue en 1986 lors de l'accident nucléaire de Tchernobyl.

Contrairement aux affirmations des préfectures de Moselle et de Meurthe-et-Moselle, cette rumeur était fondée. Il y a bien depuis plusieurs jours une augmentation de la radioactivité dans l'air ambiant lorrain. Ce phénomène est très certainement naturel et lié aux conditions météorologiques de ces derniers jours. Après de fortes chaleurs et des pressions atmosphériques très lourds, l'arrivée d'orages crée une dépression et libère du sol un gaz radioactif naturel : le radon. Cette augmentation de radioactivité doit être néanmoins vérifiée. Est-elle d'origine naturelle comme supposée ou d'origine artificielle ?

Certaines sources bien informées ont provoqué une rumeur qui a soufflé un vent de panique sur l'agglomération messine : des ordres et des contre-ordres de confinement ont été dictés auprès des établissements scolaires et des entreprises de l'agglomération messine. Nuage radioactif ? Accident à la centrale nucléaire de Cattenom ? Certaines affirmations laissent même supposer que la préfecture de Lorraine ait voulu réaliser un exercice d'alerte nucléaire.

Au-delà des responsabilités de cette panique il est intéressant de s'interroger sur la panique des populations face au risque d'accident nucléaire. L'industrie nucléaire représente pour les citoyens un risque extrême. Le syndrome sur l'information subi par nos populations après l'accident de Tchernobyl en mai 1986 a laissé des traces. Les citoyens ont la plus grande méfiance à l'égard des informations fournies par les pouvoirs publics en matière de radioactivité. D'autre part il est inquiétant de constater que face à une alerte radioactive, même fausse, les citoyens soient dans l'incapacité d'être informés en temps réel : seule la rumeur a fonctionné ! A notre époque où la communication est exponentielle les populations se sont retrouvées seules face à la rumeur !

Ceci ne peut que nous inquiéter. Si malheureusement demain un grave accident survenait à la centrale nucléaire de Cattenom quelle serait la capacité des pouvoirs publics à alerter et à protéger les populations ?

Contact presse Gérard Botella 06 83 12 78 24

gerard botella gebo.botella wanadoo.fr